

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 11/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFRILOG**

10 bis rue de l'Europe  
59160 Lille

Références : Inspection du 04/07/2023  
Code AIOT : 0007001177

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement SOFRILOG implanté 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 15/06/2023 et porte sur les détenteurs de fluides frigorigènes classables au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRILOG
- 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille
- Code AIOT : 0007001177
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRINO s'est implantée sur le site en 1988. Sur le site de Lomme les capacités d'entreposage sont de 42 039 m<sup>3</sup>. Dans cette installation, l'exploitant dispose d'une installation frigorifique de capacité totale de 3 000 kg d'ammoniac.

L'activité du site est spécialisée dans l'entreposage pour des produits à température négative.

Le site est composé des principales installations :

- o L'installations de réfrigération à l'ammoniac,
- o Deux tunnels de surgélation rapide.
- o Une capacité de chambre froide négative A, B et C.

Ce système contient au total environ 3 000 kg d'NH<sub>3</sub>, destiné au refroidissement qui servira dans :

- CF stockage A, B et C à température négative.
- Tunnel n°1 et n°2 de surgélation rapide.

A l'intérieur de la salle des machines se trouve la centrale frigorifique assurant la production de froid avec entre autres comme matériel confinant l'ammoniac :

- 3 x compresseurs à vis STAL SVA 57E avec séparateur d'huile.
- 1 x réservoir de liquide HP.
- Les armoires électriques de puissance et régulation.
- 1 x séparateur de NH<sub>3</sub> liquide MP moyenne température (bouteille économiseur MP).
- 1 x séparateur de NH<sub>3</sub> liquide BP basse température (bouteille BP).
- 3 x Pompes de distribution d'ammoniac dont une en secours, pour la production de froid.
- 1 x pots de soutirage d'huile sous le séparateur de liquide BP.
- L'ensemble des stations de vannes des chambres et des tunnels sont dans la SDM.
- Un système de détection de fuite d'ammoniac + un extracteur de sécurité

A l'extérieur de la salle des machines se trouve le système de condensation assuré le matériel suivant :

- 2 x condenseurs évaporatifs, dont les connexions NH<sub>3</sub> sont abritées dans un édicule.
- Un système de détection de fuite d'ammoniac + un extracteur de sécurité.
- Un système de purge d'air automatique dans les combles au-dessus de la SDM.

SOFRINO est une installation classée soumise à autorisation et régie par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1997.

L'exploitation relève de l'autorisation au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, dans le cadre de l'utilisation d'ammoniac comme fluide frigorigène.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les fluides frigorigènes

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Attestation de capacité de l'opérateur	Autre du 16/10/2007, article R.543-99	/	Sans objet
2	Attestation de capacité - modification	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.543-102	/	Sans objet
3	Attestation d'aptitude des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-106	/	Sans objet
4	Attestation d'aptitude des opérateurs	Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1 et 2	/	Sans objet
5	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
6	Fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	/	Sans objet
7	Fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5	/	Sans objet
8	Fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Sans objet
9	Interdiction de recharge de fluide interdit	Autre du 16/09/2009, article 11.3 et 11.4	/	Sans objet
10	Macaron de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
11	Matériel de détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 2	/	Sans objet
12	Gestion des fluides	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-88	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Remise des fluides	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-92	/	Sans objet
16	Conditions de stockage des fluides frigorigènes	Autre du 01/01/3001, article A préciser	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection de l'Environnement n'a pas relevé de non-conformité lors de sa visite du 22/06/2023. L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions qui ont fait l'objet du contrôle des textes réglementaires suivants :- Section fluides frigorigènes du code de l'environnement (articles R.543-75 à R.543-123);- Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, modifié par l'arrêté du 17 juillet 2019,- Arrêté du 13 octobre 2008 relatif à la délivrance des attestations d'aptitude prévues à l'article R. 543-106 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Attestation de capacité de l'opérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/10/2007, article R.543-99
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.</p> <p>L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer. »</p>
<p><b>Constats :</b> Les installations de froid du site Sofrilog à Lomme sont gérées par sa filiale Energel spécialisée dans la production et la distribution de froid. Energel ne possédant pas d'attestation pour introduire et retirer les charges de fluide, cette prestation est réalisée par l'opérateur MCI Région Nord spécialisé dans la conception, l'installation et la maintenance des systèmes de réfrigération. Cet opérateur Energel a présenté son attestation de capacité à l'inspection (Attestation n° 37378 valable du 05/08/2021 au 04/08/2026). L'opérateur MCI a également présenté son attestation de capacité( attestation n° ACO/SQ 12184-002 valable du 20/06/2019 au 19/06/2024). L'attestation des deux opérateurs précise également les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir et les activités couvertes par cette attestation; à savoir, les activités de catégorie 1 pour Energel : (contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, assemblage et mise ne service, récupération des fluides de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur) et les activités allant de la catégorie 1 à la catégorie 4 pour MCI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Attestation de capacité - modification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.543-102
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Après obtention de l'attestation de capacité et pendant toute la durée de sa validité, l'opérateur informe, dans le délai d'un mois, l'organisme qui a émis cette attestation de tout changement susceptible de modifier le respect des conditions de capacité professionnelle et des conditions de détention des outillages appropriés. »
<b>Constats :</b> Après examen des fiches d'intervention, seuls les techniciens d'entretien de l'opérateur MCI interviennent sur les centrales du site. Depuis l'obtention de son attestation de capacité à la date du 20/06/2019, l'opérateur MCn'a effectué aucune intervention susceptible de modifier le respect des conditions de capacité professionnelle et des conditions de détention des outillages appropriés. L'inspection a constaté que le n° SIRET de l'opérateur est resté identique à celui mentionné dans l'attestation de capacité (n°SIRET 632011725700353) et que les compétences et les agents travaillant pour l'opérateur sont restés inchangés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Attestation d'aptitude des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-106
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires :  1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ;  2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;
<b>Constats :</b> L'inspection a pu vérifier les attestations d'aptitudes de tous les agents intervenant pour le compte de l'opérateur MCI. Les neuf techniciens qui ont renseigné les fiches d'intervention établies lors des cinq dernières années possèdent leur attestation d'aptitude pour la catégorie 1 (Mr Vandeville, Mr Verplancke, Mr Delville, Mr Delaporte, Mr Parquet, Mr Loquet, Mr Boucher et Mr Hermant Anthony et Mr Hermant Dominique) .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Attestation d'aptitude des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 « L'attestation d'aptitude prévue au deuxième alinéa de l'article R. 543-106 du code de l'environnement est délivrée par un organisme évaluateur certifié, à toute personne physique qui a réussi l'évaluation d'aptitude organisée selon les modalités décrites à l'annexe I du présent arrêté. Elle n'a pas de limite de validité. L'attestation d'aptitude et les compétences évaluées correspondent à une ou plusieurs catégories, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé ».  Article 2 « L'attestation d'aptitude est numérotée, datée et signée par le responsable de l'organisme évaluateur. Elle comporte notamment les éléments suivants : a) Le nom de l'organisme évaluateur et le nom du titulaire ; b) Le numéro de l'attestation d'aptitude ; c) La catégorie d'activités couvertes par l'attestation d'aptitude, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé. Pour la catégorie V, l'attestation indique si l'étendue des compétences et des connaissances évaluées a été restreinte à celles demandées lors de l'évaluation des démolisseurs de véhicules. »
<b>Constats :</b> Lors de la consultation documentaire, l'inspection a vérifié les attestations d'aptitudes de chaque agent intervenant pour le compte de l'opérateur MCI : - Mr Vandeville : Attestation n° 4-TYF-1-2013-1107070 du 20/03/2013 délivré par l'organisme évaluateur "Apave" pour la catégorie 1 - Mr Delville : Attestation n° 02-AND-1-C1-2014-4959184 du 19/03/2014 délivré par l'organisme évaluateur "Apave" pour la catégorie 1 - Mr Verplancke : Attestation n° 3-LIL-1-2020-2999871 du 27/11/2020 délivré par l'organisme évaluateur "Apave" pour la catégorie 1 - Mr Parquet : Attestation n° 0058 du 18/05/2011 délivré par l'organisme évaluateur "GRETA" pour la catégorie 1 - Mr Delaporte : Attestation n° 59015/111 13221/1 du 12/12/2011 délivré par l'organisme évaluateur "Afpa" pour la catégorie 1 - Mr Loquet : Attestation n° 59015/120 28932/1 du 01/03/2012 délivré par l'organisme évaluateur "Afpa" pour la catégorie 1 - Mr Hermant Anthony : Attestation n° 59010/161 20059/1 du 21/10/2016 délivré par l'organisme évaluateur "Afpa" pour la catégorie 1 - Mr Hermant Dominique : Attestation n° 59010/970 45859/1 du 27/08/2010 délivré par l'organisme évaluateur "Afpa" pour la catégorie 1 - Mr Boucher : Attestation n° 80010/160 05835/1 du 28/01/2011 délivré par l'organisme évaluateur "Afpa" pour la catégorie 1
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Fiches d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. »</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a étudié les fiches d'intervention des 5 dernières années (2019 à 2023 inclus) des 2 principales centrales de refroidissement du site Sofrilog à Lomme : - la centrale négative qui assure un maintien de la température à -23°C des chambres froides, - la centrale quai n°2 qui assure un contrôle et un maintien de la température dans l'ensemble du quai de chargement n°2. Ces deux centrales fonctionnent au R404, la charge de la centrale négative est de 100kg, celle de la centrale quai n°2 est de 160 kg.</p> <p>Les contrôles périodiques d'étanchéité ont été effectués aux dates suivantes pour la centrale négative :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 12/04, le 25/06, le 05/07 et le 28/11/2018</li> <li>- le 03/05 et le 22/11/2019</li> <li>- le 11/09 et le 11/12/2020</li> <li>- le 05/05 et le 22/07/2021</li> <li>- le 24/02, et le 12/09/2022</li> <li>- le 23/03 et le 24/03/2023</li> </ul> <p>A noter que des fuites ont été détectées les 12/04/2018, 26/06/2018 et 11/09/2020. Ces fuites seront évoquées dans les points de contrôle suivants.</p> <p>Les contrôles périodiques d'étanchéité ont été effectués aux dates suivantes pour la centrale quai n°2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 12/04, le 25/06, le 05/07 et le 28/11/2018</li> <li>- le 03/05 et le 22/11/2019</li> <li>- le 11/09 et le 11/12/2020</li> <li>- le 27/09 et le 12/11/2021</li> <li>- le 25/03 et le 16/09/2022</li> <li>- le 03/02 et le 23/06/2023</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Fiches d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement. Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (2) comme fiche d'intervention.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater en examinant toutes les fiches d'intervention que l'opérateur avait bien utilisé le modèle Cerfa 15497*02 pour chacune de ces interventions. Ces fiches Cerfa étaient toutes correctement remplies et contenaient : les coordonnées de l'opérateur et son numéro d'attestation de capacité, la date et la nature de l'intervention, la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide, la quantité de fluide éventuellement réintroduite, les signatures conjointes de l'opérateur et du détenteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : Fiches d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les résultats du contrôle d'étanchéité. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) l'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er du présent arrêté consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les réparations effectuées ou à effectuer. Cette fiche indique en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée. L'opérateur appose un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation. »
<b>Constats :</b> Sur toutes les fiches d'intervention examinées, deux fuites ont été détectées sur la centrale négative lors des visites de contrôle du 25/06/2018 et du 11/09/2020. Ces fuites portaient sur un problème de raccordement au niveau du pressostat et de la vanne d'intervention. Ces fuites ont été réparées le jour même par l'opérateur MCI. Les réparations consistaient en un simple serrage des joints de raccordement et n'ont pas fait l'objet de bon d'intervention car elles ont été directement intégrées dans la prestation du contrôle périodique. L'inspection a ensuite pu confirmer l'effectivité des travaux de réparation en allant contrôler l'installation sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation. »</p>
<b>Constats :</b> Les fuites constatées lors des contrôles du 25/06/2018 et du 11/09/2020, ayant été colmatées le jour même, aucune marque de défaut d'étanchéité (vignette ronde rouge) n'était apposée sur les équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Interdiction de recharge de fluide interdit**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/09/2009, article 11.3 et 11.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 11 du règlement du 16 septembre 2009 dit règlement « ozone » : « Production, mise sur le marché et utilisation d'hydrochlorofluorocarbures, ainsi que mise sur le marché de produits et d'équipements qui contiennent de telles substances ou qui en sont tributaires [...] 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. »
<b>Constats :</b> L'analyse des fiches d'intervention a permis de montrer qu'il n'y avait pas d'installation fuyarde sur le site, donc qu'il n'y a pas eu par conséquent de recharge sur des installations fuyardes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Macaron de contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite sur le terrain des 2 centrales de froid, l'inspection a pu constater que la marque de contrôle d'étanchéité (vignette adhésive ronde bleue) était bien apposée sur chacune des installations. L'inspection a également pu constater que la date de fin de validité de chaque contrôle était inscrite sur chaque marque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Matériel de détection de fuite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le seuil de détection des détecteurs mentionnés au deuxième alinéa du présent article est inférieur ou égal à cinq grammes par an à la pression de service. Ce seuil de détection est vérifié au moins une fois tous les douze mois en suivant un protocole représentatif de l'ensemble des situations de détection raisonnablement prévisibles sur les sites d'utilisation y compris les cas de présence de gaz interférents, en utilisation statique et en utilisation dynamique. A titre d'illustration, la mise en œuvre du protocole prévu au chapitre 11 de la norme NF EN 14624 (version de 2012) répond aux exigences du présent paragraphe.»</p>
<p><b>Constats :</b> L'opérateur a déclaré effectué ses contrôles de fuite à l'aide de détecteurs mobiles. Le seuil de détection de fuite est calibré à 5 grammes d'échappement gazeux. Le seuil de détection du matériel est réétalonné tous les ans par l'organisme CMI. Les installations ne disposent pas de système de détection. Ces installations sont implantées à l'extérieur des bâtiments et leur bon état est régulièrement vérifiée par des contrôles visuels .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Gestion des fluides

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-88
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène sont obligatoires. »
<b>Constats :</b> Au cours des 5 dernières années, l'opérateur n'a procédé à aucun démantèlement d'équipement ou retrofit (remplacement du fluide frigorigène désormais interdit ou fortement impacté par la réglementation, par un autre fluide autorisé par la réglementation F-gaz II) sur les 2 centrales contrôlées. Par conséquent, l'opérateur n'a pas procédé au retrait ou à la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Remise des fluides

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-92
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les opérateurs doivent : 1° Soit remettre aux distributeurs les fluides frigorigènes récupérés qui ne peuvent être réintroduits dans les équipements dont ils proviennent ou dont la réutilisation est interdite, ainsi que les emballages ayant contenu des fluides frigorigènes ; 2° Soit faire traiter sous leur responsabilité ces fluides et emballages. »
<b>Constats :</b> Lors du remplacement de fluide frigorigène, l'opérateur CMI vient récupérer le fluide contenu dans la centrale pour le stocker dans des récipients métalliques de récupération. Ces récipients sont ensuite confiés à l'organisme Gazechim (Vendeur et régénérateur de fluide), basé sur Béziers et dûment autorisé à cet effet, qui récupère le récipient pour ensuite régénérer le fluide frigorigène.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Conditions de stockage des fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> FDS décembre 2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Fiche de données de sécurité en date du établie par la société Gazechim : « reprendre ici les conditions de stockage de la FDS »
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection la FDS du fluide frigorigène objet de l'inspection ( le produit R404A). Les prescriptions imposées pour les conditions de stockage du produit sont les suivantes : - Entreposer dans un endroit frais. Tenir le récipient bien fermé dans un endroit sec et bien aéré- Stocker à une température ne dépassant pas 45 °C et à l'écart de toute source d'ignition, - Tenir à l'écart des métaux alcalins et des oxydants puissants. Lors de la visite de terrain, l'inspection a pu constater que ces prescriptions étaient respectées :- l'exploitant ne stocke pas de métaux alcalins, ni d'oxydants et les centrales contenant les fluides sont en acier simple, - les centrales sont disposées à l'extérieur et protégée de la lumière du jour et de toute source d'ignition,
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet